

PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DE PLAN D'ORGON

SEANCE DU 28 NOVEMBRE 2016

Nombre de Conseillers :

En exercice :	20
Présents :	17
Représentés	2
Votants :	19

PRESENTS : Mesdames et Messieurs LEPIAN Jean-Louis, COUDERC VALLET Jocelyne, PAULEAU Serge, MOULIN René, BABEL Virginie, BOUNOIR Claudine, CURNIER Serge, FEUILLET Solange, GUICHARD Jérôme, INNOCENTI Dominique, JARILLOT Emilie, LATY AUBERT Mireille, PEIRONE Laurent, PHILIPPE Marie-José, ROUBAUD Sophie, TARDIEU Marc, TURLUR MESTRE Magali.

ABSENTS AYANT DONNE POUVOIR : Monsieur MARINARI Michel a donné pouvoir à Monsieur LEPIAN Jean-Louis. Monsieur RICHARD Christian a donné pouvoir à Monsieur PAULEAU Serge.

ABSENTE EXCUSEE : Madame LOPEZ Jessica.

SECRETAIRE : Monsieur Serge CURNIER.

Après avoir procédé à l'appel et vérifié que le quorum était atteint, Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire, ouvre la séance à 18h30.

Monsieur Serge CURNIER est désigné comme secrétaire de séance.

- Approbation du compte-rendu du conseil municipal du 12 septembre 2016.

Adoptée à l'unanimité.

1. **DELIBERATIONS :**

1) **Urbanisme**

- **85/2016 : autorisation du dépôt de Permis de Construire pour le Pôle santé.**

Rapporteur : Monsieur Serge PAULEAU

Monsieur Serge PAULEAU, adjoint, informe le conseil municipal que pour les demandes d'autorisation d'urbanisme (permis de construire, d'aménager, de démolir ...) déposées au nom de la Commune, il convient de joindre au dossier une délibération autorisant Monsieur le Maire à déposer et à signer une telle demande.

En effet, cette autorisation n'entre pas dans le champ des délégations accordées au maire par le Conseil Municipal, dans le cadre de l'article 2122-21 du CGCT.

Le projet de création d'un pôle santé sur la commune est soumis, conformément au code de l'urbanisme, au dépôt d'une demande de permis de construire.

Selon le code de l'urbanisme et notamment son article R421-1-1, 1er alinéa, la demande de permis de construire est présentée soit par le propriétaire du terrain ou son mandataire, soit par une personne justifiant d'un titre l'habilitant à construire sur le terrain, soit par une personne ayant qualité pour bénéficier de l'expropriation dudit terrain pour cause d'utilité publique.

Dans la mesure où le maire est compétent pour délivrer les autorisations d'urbanisme (permis de construire, d'aménager, de démolir, de travaux, déclarations préalables ...), pour un bâtiment de la commune, il est demandé au Conseil Municipal de désigner et d'habiliter par délibération un adjoint pour signer l'arrêté (accordant ou refusant la demande d'autorisation d'urbanisme après instruction). En effet, selon les dispositions de l'article L.422-7 du code de l'urbanisme seul le conseil municipal peut par délibération, désigner un de ses membres pour délivrer le permis de construire.

Il est également demandé au Conseil Municipal d'habiliter Monsieur le Maire à signer et déposer la demande de permis de construire avant instruction, ainsi que tout acte s'y rapportant, lorsque la demande est relative à un bâtiment communal afin de s'assurer que le projet est exempt de tout conflit d'intérêts.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-21 ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment son article R 421-9 (modifié par le décret n°2015-1783 du 28/12/2015) ;

Considérant que le projet consiste en la construction d'un pôle santé, sur les parcelles cadastrées section AX n°720. 721. 722. 723. 724 et 725 appartenant à la commune de Plan d'Orgon ;

Considérant que par leur nature, les travaux rentrent dans le champ d'application d'une demande de permis de construire ;

Considérant qu'il convient de donner l'autorisation à Monsieur le Maire de signer et déposer une demande de permis de construire au nom de la commune pour la construction d'un pôle santé d'une superficie d'environ 550 m².

Il est proposé au conseil de :

APPROUVER le projet de construction d'un pôle santé d'environ 550 m² sur les parcelles cadastrées section AX n°720. 721. 722. 723. 724 et 725 appartenant à la commune de Plan d'Orgon.

AUTORISER Monsieur le Maire à signer et à déposer la demande de permis de construire et tout acte s'y rapportant.

AUTORISER Monsieur Serge PAULEAU, adjoint aux travaux, à signer l'arrêté qui accordera ou refusera le permis de construire après instruction.

Adoptée à l'unanimité.

• **86/2016 : autorisation du dépôt de Déclaration Préalable pour la rénovation du Centre Paul Faraud.**

Rapporteur : Serge PAULEAU

La commune est propriétaire de l'immeuble cadastré section BK n°256, dit : Centre Paul Faraud.

La rénovation de ce bâtiment a été décidée par la commune, notamment au niveau de l'isolation et de la réfection des façades et des menuiseries.

Un tel projet est soumis, selon les dispositions de l'article R421-9 (modifié par décret n°2015-1783 du 28/12/2015) du code de l'urbanisme, au dépôt d'une Déclaration Préalable.

Selon le code de l'urbanisme et notamment son article R421-1-1, 1^{er} alinéa, la demande de déclaration préalable est présentée soit par le propriétaire du terrain ou son mandataire, soit par une personne justifiant d'un titre l'habitant à construire sur le terrain, soit par une personne ayant qualité pour bénéficier de l'expropriation dudit terrain pour cause d'utilité publique.

Dans la mesure où le maire est compétent pour délivrer les autorisations d'urbanisme (permis de construire, d'aménager, de démolir, de travaux, déclarations préalables ...), pour un bâtiment de la commune, il est demandé au Conseil Municipal de désigner et d'habiller par délibération un adjoint pour signer l'arrêté (accordant ou refusant la demande d'autorisation d'urbanisme après instruction). En effet, selon les dispositions de l'article L.422-7 du code de l'urbanisme seul le conseil municipal peut par délibération, désigner un de ses membres pour délivrer la Déclaration Préalable.

Il est également demandé au Conseil Municipal d'habiller Monsieur le Maire à signer et déposer la demande de Déclaration Préalable avant instruction, ainsi que tout acte s'y rapportant, lorsque la demande est relative à un bâtiment communal afin de s'assurer que le projet est exempt de tout conflit d'intérêts.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-21 ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment son article R 421-9 (modifié par le décret n°2015-1783 du 28/12/2015) ;

Considérant que le projet consiste en la rénovation du Centre Paul Faraud,

Considérant que par leur nature, les travaux relèvent du champ d'application d'une déclaration préalable,

Considérant qu'il convient de donner à Monsieur le Maire l'autorisation de déposer une Déclaration Préalable au nom de la commune pour les travaux sus-indiqués,

Il est proposé au conseil de :

APPROUVER le projet de rénovation du Centre Paul Faraud.

AUTORISER Monsieur le Maire à signer et à déposer la demande de Déclaration Préalable pour les travaux sus-indiqués et tout acte s'y rapportant.

AUTORISER Monsieur Serge PAULEAU, adjoint aux travaux, à signer l'arrêté qui accordera ou refusera la demande de Déclaration Préalable après instruction.

Adoptée à l'unanimité.

• **87/2016 : approbation déclassement délaissé de voirie et cession à la société GALVAMED.**

Rapporteur : Jean-Louis LEPIAN

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n°89-631 du 4 septembre 1989, relatif au code de la voirie routière et notamment les articles R141-1 à R141-9 relatifs aux modalités de l'enquête publique préalable au classement, à l'ouverture, au redressement, à la fixation de la largeur et aux déclassements des voies communales,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 12 septembre 2016,
 Vu l'arrêté municipal du 21 septembre 2016 prescrivant une enquête publique pour le projet de déclassement de la voirie communale d'une partie d'un délaissé de voirie dans la zone du Pont,
 Considérant que l'enquête publique s'est tenue du 10 octobre au 24 octobre 2016,
 Vu le registre d'enquête publique clos le 24 octobre 2016, ne portant aucune réclamation contraire à ce sujet,
 Vu l'avis favorable de Monsieur le Commissaire Enquêteur,
 Vu l'avis des domaines en date du 12 septembre 2016,
Il est proposé au conseil de

DECIDER de procéder au déclassement et à l'aliénation de ce délaissé de voirie dans la zone du Pont.
DECIDER de l'aliénation de ce délaissé de voirie à savoir 808 m², au profit de la Société Galvamed, au prix de 60 €/m², tel que fixé par les services des Domaines dans leur avis en date du 12 septembre 2016, soit 48480 €.
PRECISER que l'ensemble des frais inhérents à cette cession, à savoir :
 Frais de géomètre
 Frais de notaire
 Sera à la charge de la Société Galvamed.
CHARGER Monsieur le Maire d'effectuer toutes les formalités nécessaires et de signer les pièces et tout acte relatifs à cette décision.
Adoptée à l'unanimité.

2) Finances Publiques

• **88/2016 : demande de subvention à l'Etat dans le cadre du dispositif territoire à énergie positive par Terre de Provence, pour l'acquisition de deux véhicules électriques.**
 Rapporteur : Jean-Louis LEPIAN

Un appel à projets pour mobiliser deux cents « territoires à énergie positive pour la croissance verte » a été lancé en septembre 2014 par le ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, afin de donner une impulsion forte pour encourager les actions concrètes qui peuvent contribuer :

- A encourager la réduction des besoins d'énergie et le développement des énergies renouvelables locales.
- A faciliter l'implantation de filières vertes pour créer cent mille emplois sur trois ans.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération Terre de Provence a présenté sa candidature et a été déclarée lauréate de l'appel à projets « Territoire à énergie positive pour la croissance verte en mai 2016.

La convention « Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte » porte sur un montant de subvention de 500 000 € HT dans la limite d'un plafond maximal de 80% de chaque dépense subventionnable.

Cette aide peut être attribuée pour des projets portés sur son territoire sous maîtrise d'ouvrage des Communes.

Les actions financées devront avoir connu un démarrage effectif avant le 31 décembre 2017 et prendront fin avec le versement du solde de l'aide et au plus tard trois ans après la date de signature de la convention TEPCV.

En conséquence, au vu des actions présentées ci-dessous :

PLAN DE FINANCEMENT DU BENEFICIAIRE DE LA CONVENTION			
DEPENSES		RECETTES	
Nature des dépenses	Montant en € HT	Nature et origine du financement	Montant en € HT
Acquisition d'un véhicule électrique utilitaire	21850.00 €	Programme TEPCV (20%)	4580.00 €
	Bonus écologiques 6300.00 €	Financement CD 13 (60%)	6420.00 €
	Reprise 1800.00 € soit 13 750.00 €	Autofinancement (20%)	2750.00 €
Acquisition d'un véhicule électrique	20666.76 €	Programme TEPCV (35%)	5000.00 €
	Bonus écologiques 6300.00 € soit 14366.76 €	Financement CD 13 0€ Autofinancement (65%)	9366.76 €

Il est proposé au Conseil de

AUTORISER le Maire à solliciter la subvention liée à l'appel à projet « Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte » du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

DECIDER que la subvention porte sur un montant de 9580.00 € HT dans la limite d'un plafond maximal de 80% de chaque dépense subventionnable.

AUTORISER le Maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Adoptée à l'unanimité.

• 89/2016 : demande de subvention au Département dans le cadre du plan énergie climat pour la rénovation de l'éclairage public.

Rapporteur : Serge PAULEAU

Dans le cadre du Fonds départemental pour la mise en œuvre du plan « Energie Climat Territorial », la commune a fait établir par la SMED 13 un diagnostic et schéma directeur de rénovation de l'éclairage public, afin de réduire et de maîtriser les consommations électriques au niveau de l'éclairage public.

Ce diagnostic respecte le cadre et la méthodologie du cahier des charges élaboré par l'ADEME autour de quatre grands axes :

- Inventaire technique de l'existant par l'analyse des données recueillies
- Inventaire financier
- Schéma directeur de rénovation chiffrée du « coût global »
- Comparatif des avantages techniques et financiers au regard de la situation actuelle.

Ce diagnostic concerne l'ensemble des voies et espaces ouverts à la circulation publique et porte sur :

- Les points lumineux
- Le réseau d'alimentation
- Les armoires de distribution

Il ressort de cette étude qu'il y a lieu de mettre en place un schéma directeur de rénovation conforme aux objectifs définis dans le cahier des charges et l'ADEME, à savoir :

- Suppression des sources lumineuses au vapour de mercures
- Adaptation des puissances en cas de sur-éclairage
- Renforcement de l'efficacité énergétique des points lumineux
- Réduction et mise en conformité des armoires de commandes
- Homogénéisation et réduction des temps d'allumage
- Ajustement des tarifications d'abonnement
- Adaptation des matériels d'alimentation
- Rénovation des luminaires
- Travaux divers

Ce diagnostic a mis en évidence la vétusté du parc de luminaires et permettra d'engager une sérieuse rénovation, entraînant une économie importante des consommations d'énergie.

Cette rénovation permettrait d'obtenir un gain de 263 516 kw, soit environ 41 276 € pour un investissement total de 249 765 € HT.

Le plan de financement s'établirait comme suit :

Montant total des travaux de rénovation : 249 675.00 € HT

Subvention Conseil Départemental dans le cadre du fonds départemental pour la mise en œuvre du

Plan énergie climat territorial 70 % : 174 835.50 € HT

Autofinancement communal : 74 929.50 € HT

Il est proposé au Conseil de

APPROUVER l'exposé de Monsieur le Maire.

DECIDER de s'inscrire dans le plan Energie Climat Territorial et de solliciter les subventions dans ce cadre.

APPROUVER le plan de financement sus-indiqué et sollicite le Conseil Départemental pour une subvention de 70 % du montant HT des travaux.

AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

Adoptée à l'unanimité.

• **90/2016 : demande de subvention au Département pour travaux de proximité 2017 : bâtiments et patrimoine.**

Rapporteur : Jean-Louis LEPIAN

La commune souhaite réaliser divers aménagements au niveau des bâtiments communaux et de son patrimoine et, dans ce cadre, elle souhaite solliciter le concours financier du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône au titre des travaux de proximité pour l'année 2017.

Ces travaux consistent en :

- aménagement de l'accès du gymnase et des espaces verts
pour un montant HT de 20 000.00 €
- rénovation de la fontaine sur la place devant la mairie
pour un montant HT de 15 000.00 €
- isolation de divers bâtiments communaux : mairie, crèche, écoles élémentaire et maternelle
pour un montant HT de 15 000.00 €
- réalisation d'une véranda à la crèche sur une partie du préau
pour un montant HT de 35 000.00 €

soit un total de **85 000.00 € HT**

Le concours financier du département s'élevant à 70 % du montant hors taxes des travaux.

Il est proposé au Conseil de

SOLLICITER pour l'année 2017, le soutien financier du Conseil Départemental au titre de l'aide aux travaux de proximité pour divers aménagements des bâtiments et de son patrimoine.

APPROUVER le plan de financement suivant :

Montant total HT des travaux : **85 000.00 €**

Subvention travaux de proximité 70 % : 59 500.00 €

Autofinancement communal 30 % : 25 500.00 €

AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous documents et d'une façon générale à faire le nécessaire.

Adoptée à l'unanimité.

• **91/2016 : demande de subvention au Département pour travaux de proximité 2017 : couverture d'une partie des arènes.**

Rapporteur : Serge PAULEAU

Une partie des arènes est fortement exposée au soleil et lors des différentes manifestations, le public ne peut y assister dans de bonnes conditions.

Il est donc proposé de réaliser une seconde tranche de couverture des arènes, en sollicitant le concours financier du Conseil Départemental dans le cadre des travaux de proximité pour l'année 2017.

Le concours financier du département s'élève à 70 % du montant hors taxes des travaux.

Il est proposé au Conseil de

SOLLICITER pour l'année 2017, le soutien financier du Conseil Départemental au titre de l'aide aux travaux de proximité pour la couverture d'une partie des arènes.

APPROUVER le plan de financement suivant :

Montant total HT des travaux : 85000.00 €

Subvention travaux de proximité 70 % : 59500.00 €

Autofinancement communal 30 % : 25500.00 €

AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous documents et d'une façon générale à faire le nécessaire.

Adoptée à la majorité (2 abstentions : Solange FEUILLET et Magali TURLUR MESTRE).

• **92/2016 : demande de subvention au Département pour travaux de proximité 2017 : mise en place du jalonnement de la commune.**

Rapporteur : Jean-Louis LEPIAN

Depuis maintenant dix ans, la commune a entrepris de nombreux travaux de rénovation, de mise en valeur, de sécurisation de ses voies et places.

Afin de compléter ces travaux et permettre une meilleure visibilité des différents bâtiments communaux, commerces, professions médicales ..., la commune souhaite mettre en place un plan de jalonnement et uniformiser l'ensemble de son mobilier urbain.

A cet effet, nous souhaitons solliciter le concours financier du Conseil Départemental dans le cadre des travaux de proximité.

Le montant des travaux s'élève à : **70 000 € HT**

Le plan de financement s'établissant comme suit :

Montant total HT des travaux :	70 000 €
Subvention travaux de proximité 70 % :	49 000 €
Autofinancement communal 30 % :	21 000 €

Il est proposé au Conseil de

SOLLICITER pour l'année 2017, le soutien financier du Conseil Départemental au titre de l'aide aux travaux de proximité pour la mise en place du jalonnement communal.

APPROUVER le plan de financement suivant :

Montant total HT des travaux :	70 000 €
Subvention travaux de proximité 70 % :	49 000 €
Autofinancement communal 30 % :	21 000 €

AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous documents et d'une façon générale à faire le nécessaire.

Adoptée à l'unanimité.

• **93/2016 : demande de subvention au Département pour travaux de proximité 2017 : divers travaux de voirie.**

Rapporteur : Serge PAULEAU

Le revêtement de la cour d'école élémentaire est fortement dégradé et il y a lieu de reprendre les enrobés en totalité, afin de sécuriser celle-ci et éviter tout accident aux enfants fréquentant cet établissement scolaire.

D'autre part, dans le cadre d'un aménagement sécuritaire du carrefour de La Pierre Plantée, il y a lieu de démolir la maison HEYER.

Le coût des travaux s'élève à : **60 000 € HT**

Il est proposé au Conseil Municipal de solliciter le concours financier du Conseil Départemental pour ces travaux dans le cadre des travaux de proximité.

Le plan de financement s'établit comme suit :

Montant total HT des travaux :	60 000 €
Subvention travaux de proximité 70 % :	42 000 €
Autofinancement communal 30 % :	18 000 €

Il est proposé au Conseil de

SOLLICITER pour l'année 2017, le soutien financier du Conseil Départemental au titre de l'aide aux travaux de proximité pour divers travaux de voirie.

APPROUVER le plan de financement suivant :

Montant total HT des travaux :	60 000 €
Subvention travaux de proximité 70 % :	42 000 €
Autofinancement communal 30 % :	18 000 €

AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous documents et d'une façon générale à faire le nécessaire.

Adoptée à l'unanimité.

• **94/2016 : admission en non-valeur**

Rapporteur : Jean-Louis LEPLAN

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que le trésorier de Saint-Andiol lui a transmis une demande d'admission en non-valeur relative à divers produits n'ayant pu être recouverts par ses services pour un montant total de 751.02 € se décomposant comme suit :

Année	Titre	Montant
2014	751	31.90
2015	172	3.90
2015	437	8.70
2015	616	107.52
2015	658	150.00
2015	766	2.00
2015	769	140.00
2015	803	150.00
2015	890	7.00
2016	3	150.00
	TOTAL	751.02

Vu la demande d'admission en non-valeur présentée par Monsieur le Trésorier de Saint-Andiol,
Il est proposé au Conseil de

DECIDER d'admettre en non-valeur les titres sus-indiqués pour un montant de 751.02 €,
PRECISER que les crédits sont ouverts au compte 6541 (créances admises en non-valeur) du Budget Primitif 2016.
Adoptée à l'unanimité.

- **95/2016 : tarifs périscolaires et extrascolaires**
 Rapporteur : Jocelyne VALLET

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la convention de délégation de service public liant la commune et l'association Familles Rurales des Bouches-du-Rhône,
Considérant que la Caisse d'Allocations Familiales impose une politique tarifaire prenant en compte le Quotient Familial,
Il est proposé au Conseil de

FIXER à compter du 1^{er} décembre 2016 les tarifs suivants pour l'accueil périscolaire au Centre de Loisirs, en fonction du Quotient Familial :

Accueil du matin, du lundi au vendredi, de 7h30 à 8h30 :

QF 1 : 0.40 €
 QF 2 : 0.45 €
 QF 3 : 0.50 €

Accueil du soir, du lundi au mardi et du jeudi au vendredi, de 16h45 à 18h 00 :

QF 1 : 1.40 €
 QF 2 : 1.50 €
 QF 3 : 1.60 €

Forfait annuel périscolaire après-midi de 15h15 à 16h45 :

QF 1 : 15.00 €
 QF 2 : 18.00 €
 QF 3 : 20.00 €

ET FIXER à compter du 1^{er} janvier 2017 les tarifs extrascolaires, pour les petites vacances d'hiver, petites vacances de printemps, petites vacances de Toussaint et petites vacances de Noël, à la journée :

QF 1 : 10.00 €
 QF 2 : 11.00 €
 QF 3 : 12.00 €

Adoptée à l'unanimité.

• **96/2016 : attribution d'une subvention exceptionnelle au Comité des Fêtes.**

Rapporteur : Serge PAULEAU

Ministre CURNIER ne prend pas part au vote

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant qu'il est proposé d'attribuer une subvention exceptionnelle au Comité des fêtes d'un montant de 1000 € pour l'aider à animer le marché des Saveurs de Noël qu'il organise dans le Centre Paul Faraud de Plan d'Orgon, les 19 et 20 novembre 2016

Il est proposé au Conseil de

APPROUVER, pour l'exercice budgétaire 2016, le versement d'une subvention pour le comité des fêtes, d'un montant de 1000 €.

DIRE que la dépense de 1000 € sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif 2016, chapitre 65, article 6574.
Adoptée à l'unanimité.

3) Fonction Publique Territoriale

• **97/2016 : modification du régime indemnitaire, mise en place du RIFSEEP.**

Rapporteur : Jocelyne VALLET

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

Vu la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2014-513 modifié du 20 mai 2014 portant création du régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions Sujétions Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) dans la Fonction Publique d'Etat ;

VU l'avis du Comité Technique en date du 18 octobre 2016

A compter du 1^{er} Janvier 2017, il est proposé à l'assemblée délibérante d'instituer comme suit la mise en œuvre du RIFSEEP.

Ce régime indemnitaire se compose de deux parties :

- une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) ;
- un complément indemnitaire annuel tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA).

Il a pour finalité de :

- prendre en compte la place des agents dans l'organigramme de la collectivité et de reconnaître les spécificités de certains postes ;
- susciter l'engagement et valoriser l'expérience professionnelle des agents ;
- donner une lisibilité et davantage de transparence ;
- renforcer l'attractivité de la collectivité ;
- fidéliser les agents ;
- favoriser une équité de rémunération entre filières ;

I. Bénéficiaires :

- Agents titulaires, stagiaires, agent non titulaires et agents en contrat aidés, à temps complet, temps non complet, temps partiel,
- Pour les agents non titulaires et les agents en contrat aidés, ils bénéficieront du régime indemnitaire après un an d'ancienneté au sein de la collectivité

II. Détermination des groupes de fonctions et des montants plafonds :

Chaque part du RIFSEEP (IFSE et CIA) correspond à un montant fixé dans la limite des plafonds déterminés dans la présente délibération et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Ces montants plafonds évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat. Les montants sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du temps de travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

Le montant annuel attribué individuellement est fixé par arrêté de l'autorité territoriale.

Chaque cadre d'emplois est réparti en groupes de fonctions suivant le niveau de responsabilité et d'expertise requis ou les sujétions auxquelles les agents peuvent être exposés :

Le régime indemnitaire sera attribué aux agents à partir des critères desquels la valeur professionnelle est appréciée et en fonction de la manière de servir.

À savoir :

Résultats professionnels et la réalisation des objectifs

Implication dans le travail

Assiduité, disponibilité

Rigueur, respect des délais et des échéances

Initiative, organisation, anticipation

Compétences professionnelles et techniques

Connaissance de l'environnement professionnel

Respect des règlements, normes et procédures

Qualité d'expression écrite et orale

Réactivité et adaptabilité

Qualités relationnelles

Relations avec les élus, avec la hiérarchie

Relations avec le public

Travail en équipe

Écoute

Esprit d'ouverture au changement

Capacités d'encadrement

Organiser

Faire des propositions

Prendre et faire appliquer des décisions

Faire circuler les informations nécessaires à la hiérarchie et aux équipes

Autres critères

Connaître et appliquer des lois et règlements

Maîtriser les nouvelles technologies

Secret professionnel

Appliquer la législation en vigueur

Pour les catégories A :

➤ Cadre d'emplois des attachés territoriaux

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux et les secrétaires de mairie de catégorie A.

Chaque agent est classé dans un groupe de fonctions correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d'expertise et de sujétions auquel il est exposé.

Le cadre d'emploi des attachés territoriaux et des secrétaires de mairie de catégorie A est réparti en 4 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

- Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) :

Groupes de fonctions		Non logé
Groupe 1	Direction d'une collectivité / secrétariat de mairie catégorie A	36 210 €
Groupe 2	Direction adjointe d'une collectivité Responsable de plusieurs services	32 130 €
Groupe 3	Responsable d'un service	25 500 €
Groupe 4	Adjoint responsable de service /expertise/ fonction de coordination ou de pilotage	20 400 €

– Complément indemnitaire annuel (CIA)

Groupes de fonctions		Montants plafonds annuels
Groupe 1	Direction d'une collectivité / secrétariat de mairie	6 390 €
Groupe 2	Direction adjointe d'une collectivité Responsable de plusieurs services	5 670 €
Groupe 3	Responsable d'un service	4 500 €
Groupe 4	Adjoint responsable de service / expertise / fonction de coordination ou de pilotage	3 600 €

Pour les catégories B :

➤ **Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux**

Arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence

Chaque agent est classé dans un groupe de fonction correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d'expertises et de sujétions auquel il est exposé.

Le cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux est réparti en 3 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

– Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) :

Groupes de fonctions		Non logé
Groupe 1	Direction d'une structure / responsable d'un ou plusieurs services, secrétariat de mairie...	17 480 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure / expertise / fonction de coordination ou de pilotage /gérer ou animer un ou plusieurs services ...	16 015 €
Groupe 3	Poste d'instruction avec expertise, assistant de direction ...	14 650 €

– Complément indemnitaire annuel (CIA) :

Groupes de fonctions		Montants plafonds annuels
Groupe 1	Direction d'une structure / responsable d'un ou plusieurs services, secrétariat de mairie...	2 380 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure / expertise / fonction de coordination ou de pilotage / gérer ou animer un ou plusieurs services ...	2 185 €
Groupe 3	Poste d'instruction avec expertise, assistant de direction ...	1 995 €

Pour les catégories C :

➤ **Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux**

Arrêtés du 18 décembre 2015 pris pour application aux corps des adjoints administratifs des administrations dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux.

Chaque agent est classé dans un groupe de fonctions correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d'expertises et de sujétions auquel il est exposé.

Le cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux est réparti en 2 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

– **Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) :**

Groupes de fonctions		Non logé
Groupe 1	Secrétariat de mairie, chef d'équipe, gestionnaire comptable, marchés publics, assistant de direction, sujétions, qualifications...	11 340 €
Groupe 2	Agent d'exécution, agent d'accueil...	10 800 €

– **Complément indemnitaire annuel (CIA) :**

Groupes de fonctions		Montants plafonds annuels
Groupe 1	Secrétariat de mairie, chef d'équipe, gestionnaire comptable, marchés publics, assistant de direction, sujétions, qualifications	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution, agent d'accueil	1 200 €

➤ **Cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles et des agents sociaux**

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles et des agents sociaux.

Chaque agent est classé dans un groupe fonction correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d'expertises et de sujétions auquel il est exposé.

Le cadre d'emploi des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles et des agents sociaux est réparti en 2 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

- Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) :

Groupes de fonctions		Non logé
Groupe 1	- Atsem ayant des responsabilités particulières ou complexes -Travailleur familial, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications ...	11 340 €
Groupe 2	Exécution...	10 800 €

- Complément indemnitaire annuel (CIA) :

Groupes de fonctions		Montants plafonds annuels
Groupe 1	- Atsem ayant des responsabilités particulières ou complexes -Travailleur familial, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications	1 260 €
Groupe 2	Exécution...	1 200 €

III. Modulations individuelles :

➤ Part fonctionnelle (IFSE) :

La part fonctionnelle peut varier selon le niveau de responsabilités, le niveau d'expertise ou les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions.

Le montant individuel dépend du rattachement de l'emploi occupé par un agent à l'un des groupes fonctionnels définis ci-dessus.

Ce montant fait l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi ;
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours ;
- pour tenir compte de l'expérience professionnelle acquise par l'agent et notamment l'approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures ; l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation ; la gestion d'un événement exceptionnel permettant de renforcer ses acquis ;
- au moins tous les quatre ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent.

La part fonctionnelle de la prime sera versée mensuellement sur la base d'un douzième du montant annuel individuel attribué.

➤ Part liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir (CIA) :

Il est proposé d'attribuer individuellement aux agents un coefficient de prime appliqué au montant de base et pouvant varier de 0 à 100%.

Le pourcentage du montant plafond déterminant le montant individuel est fixé par arrêté de l'autorité territoriale.

Ce pourcentage est apprécié notamment à partir des résultats de l'évaluation professionnelle selon les critères fixés dans le formulaire de fiche d'entretien professionnel applicable dans la collectivité et précisé en début de délibération.

Le pourcentage attribué sera revu annuellement à partir des résultats des entretiens d'évaluation.

La part liée à la manière de servir sera versée annuellement ou bi-annuellement.

IV. La transition entre l'ancien et le nouveau régime indemnitaire :

➤ Le cumul avec d'autres régimes indemnitaires :

Selon l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 : *« l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise et le complément indemnitaire annuel sont exclusifs de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, à l'exception de celles énumérées par arrêté du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget ».*

Ainsi, l'IFSE est non cumulable avec les primes et indemnités de même nature et notamment :

- L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS),
- La prime de rendement,
- L'indemnité de fonctions et de résultats (PFR),
- L'indemnité d'administration et de technicité (IAT),
- L'indemnité d'exercice de mission des préfectures (IEMP),
- ISS et PSR filière technique.

Il convient donc d'abroger les délibérations précédentes à l'exception de celles relatives au régime indemnitaire des agents de maîtrise territoriaux, , adjoints du patrimoine adjoints techniques territoriaux, assistant de conservation du patrimoine, filière police municipale.

En revanche, le RIFSEEP est cumulable avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement, etc.) ;
- Les dispositifs d'intéressement collectif ;
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (GIPA, etc.) ;
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes

...).

➤ La garantie accordée aux agents :

Conformément à l'article 6 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 *« lors de la première application des dispositions du présent décret, le montant indemnitaire mensuel perçu par l'agent au titre du ou des régimes indemnitaires liés aux fonctions exercées ou au grade détenu et, le cas échéant, aux résultats, à l'exception de tout versement à caractère exceptionnel, est conservé au titre de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise jusqu'à la date du prochain changement de fonctions de l'agent ».*

Il est décidé que ces agents relevant des cadres d'emplois énumérés ci-dessus conserveront le montant indemnitaire qu'ils percevaient mensuellement avant la mise en place du RIFSEEP au titre de l'IFSE.

Ce maintien indemnitaire individuel perdure jusqu'à ce que l'agent change de fonctions. Cette garantie ne fait pas obstacle à une revalorisation du montant de l'IFSE perçu par l'intéressé.

V. Modalités de maintien ou de suppression :

Durant les congés annuels et les congés pour maternité, paternité ou adoption et accident de travail les primes sont maintenues intégralement ainsi qu'en cas de travail à temps partiel thérapeutique.

Toutefois, lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie, de grave maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé antérieurement au titre de la maladie ordinaire, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie ordinaire lui demeurent acquises.

DEDUCTIONS POUR ABSENCES

L'absentéisme entraîne des déductions « dites pour absences » sur le montant de l'ensemble des primes attribuées (IFSE et CIA) ainsi que sur le montant de régime indemnitaire maintenu.

La déduction pour absences intervient en fonction de la durée d'absence, calculée en jours cumulés glissants sur l'année médicale (calcul sur la période des douze derniers mois, de date à date) à compter du 1^{er} jour d'absence à raison de :

Pour les agents titulaires:

- Le régime indemnitaire suivra les modalités applicables au traitement : à savoir : moitié du régime indemnitaire au-delà de 90 jours d'arrêt pour maladie.

Pour les agents non titulaires et pour les agents en contrat aidés le régime indemnitaire sera suspendu dès le 1^{er} jour pour toute absence.

TYPES D'ABSENCES DONNANT LIEU A DEDUCTION :

- congés de maladie ordinaire
- absences pour grève
- absences irrégulières
- congé de présence parentale, si l'agent travaille au moins un jour ouvré dans la semaine
- congé de solidarité familiale si l'agent travaille à temps partiel

TYPES D'ABSENCES NE DONNANT PAS LIEU A DEDUCTION :

- congés de maternité, y compris pendant les périodes d'état pathologique - congés de paternité
- accident de travail — maladie professionnelle — accident de trajet – congés d'adoption
- congés annuels — autorisations exceptionnelles d'absence
- jours ARTT
- autorisations spéciales d'absence et décharge de service pour exercer une activité syndicale
- autorisations d'absence pour événements familiaux et autorisations d'absences pour concours et examens professionnels

ABSENCES EMPORTANT CESSATION DU VERSEMENT DU REGIME INDEMNITAIRE

Le régime indemnitaire cesse d'être versé en cas de :

- suspension de fonctions
- congé de longue maladie
- congé de longue durée
- congé parental
- disponibilité
- Congé de présence parentale si l'agent ne travaille pas au moins un jour ouvré dans la semaine
- Congé de solidarité familiale si l'agent cesse toute activité

VI. Date d'effet :

Les dispositions de la présente délibération prendront effet après transmission aux services de l'Etat et publication et ou notification.

VII. Crédits budgétaires :

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget, chapitre 012.

Il est proposé au conseil de

- **INSTAURER** à compter du 1^{er} janvier 2017 aux :
 - o Agents titulaires, stagiaires, agents non titulaires et agents en contrat aidés, à temps complet, temps non complet, temps partiel,
 - o Pour les agents non titulaires et les agents en contrat aidés, ils bénéficieront du régime indemnitaire après un an d'ancienneté au sein de la collectivité
- une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE)
- un complément indemnitaire annuel versée en 2 fois.(CIA)
- d'inscrire chaque année les crédits correspondants au budget de l'exercice courant, chapitre 012.

Adoptée à l'unanimité.

• 98/2016 : rémunération agent recenseur.

Rapporteur : Jocelyne VALLET

La commune de Plan d'Orgon va réaliser en 2017, le recensement de sa population sous l'égide de l'INSEE.

La collecte des divers documents débutera le 19 janvier 2017 et se terminera le 18 février 2017.

Ce recensement se déroulera sur le même mode de comptage que 2012, avec une seule différence, la possibilité pour les administrés de compléter via internet les différents formulaires.

Par délibération en date du 30 mai 2016, le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à recruter 5 agents recenseurs. Ceux-ci bénéficieront de deux demi-journées de formation. Ils seront sous la direction de Madame Laurence FIGLIOLINI - coordonnatrice, de Madame Nathalie JOUBERT – suppléante, et de la déléguée de l'INSEE.

Ces agents recenseurs sont recrutés parmi des personnes extérieures ou au sein des agents de la collectivité.

Il est proposé au Conseil Municipal de rémunérer les agents recenseurs ne faisant pas partie du personnel de la collectivité sur les bases suivantes :

- 15 € brut par formulaire « bordereau de distribution » rempli
- 1.72 € brut par formulaire « bulletin individuel » rempli
- 1.13 € brut par formulaire « feuille de logement » rempli
- 50 € brut par séance de formation

Au niveau des agents recenseurs faisant partie du personnel communal, ceux-ci verront ponctuellement augmenter leur régime indemnitaire. Il en est de même pour la coordonnatrice et son suppléant.

Il est proposé au Conseil de

APPROUVER l'exposé de Monsieur le Maire.

FIXER la rémunération des agents recenseurs telle qu'indiquée ci-dessus pour les personnes non issues de la collectivité.

CHARGER Monsieur le Maire de prendre tout arrêté pour les personnes issues de la collectivité effectuant les missions d'agents recenseurs, au niveau de leur régime indemnitaire.

Adoptée à l'unanimité.

- **99/2016 : modification du tableau des effectifs.**

Rapporteur : Jocelyne VALLET

Considérant l'évolution de différents services communaux et le surcroît de travail de certains services ;

Vu le budget de la Commune ;

Il convient au Conseil Municipal de créer le poste suivant :

- Un poste d'adjoint administratif à temps complet non Titulaire ou Titulaire ;

Il est proposé au Conseil de

APPROUVER le nouveau tableau des effectifs ;

AUTORISER Monsieur le Maire à procéder à la modification du tableau des effectifs comme indiqué ci-dessus.

Adoptée à l'unanimité.

4) Administration générale :

- **100/2016 : modification statutaire Terre de Provence.**

Rapporteur : Jean-Louis LEPIAN

Par délibération de son Conseil Communautaire en date du 22 septembre 2016, Terre de Provence agglomération a approuvé la modification de ses statuts pour une mise en conformité avec la loi NOTRe.

Cette modification statutaire est obligatoire afin que la communauté d'agglomération intègre au 1^{er} janvier 2017 les nouvelles compétences issues de la loi NOTRe.

Ces modifications sont de plusieurs ordres :

- Ajouts des compétences prévues par la loi NOTRe (politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire, promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme, accueil des gens du voyage), suppression de l'intérêt communautaire pour les zones d'activités ;
- Modifications de forme quant à la rédaction de certaines compétences pour conformité avec la rédaction prévue à l'article L5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifications n'impactant pas sur le fond le périmètre de compétences de la communauté d'agglomération ;
- Basculement de certaines compétences jusqu'à présent optionnelles (collecte et traitement des déchets) ou facultatives (promotion du tourisme) en compétence obligatoire, basculement de la compétence aménagement rural en compétence facultative ;
- Suppression de la compétence protection de l'environnement, dont le volet précédemment inclus collecte et traitement devient compétence obligatoire, considérant que le nombre de compétences optionnelles requis est par ailleurs atteint.

Les conseils municipaux des communes disposent d'un délai de 3 mois pour se prononcer sur ces modifications ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération de Terre de Provence Agglomération en date du 22 septembre 2016,

Considérant la nécessité de mise en conformité au 1^{er} janvier 2017 des statuts de la communauté d'agglomération aux nouvelles dispositions issues de la loi NOTRe,
Vu le projet de statuts,

Il est proposé au Conseil de

APPROUVER la modification des statuts présentée et les projets de statuts qui en découlent, tels que présentés par Terre de Provence et annexés à la présente.

Adoptée à l'unanimité.

• **101/2016 : approbation de la convention avec le CDG 13 pour la mission inspection.**

Rapporteur : Jean-Louis LEPIAN

Depuis plusieurs années, la commune a signé une convention avec le CDG 13 dans le cadre de la Fonction d'inspection, conformément à l'article 5 du décret n°85-603 du 10/06/85.

Dans le cadre du processus de dématérialisation des pièces comptables, il y a lieu de renouveler cette convention.

L'ensemble des prestations d'origine, objet de l'article 3 de la convention, reste inchangé.

Le coût annuel de ce service étant de 613.00 €, il y a lieu par la présente délibération d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette nouvelle convention avec le CDG 13.

Il est proposé au Conseil de

AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir avec le CDG 13 régissant la Fonction d'inspection dans le domaine de la prévention des risques professionnels

Adoptée à l'unanimité.

• **102/2016 : approbation de l'acte constitutif du groupement de commandes pour l'achat de gaz naturel, de fournitures et de services en matière d'efficacité énergétique.**

Rapporteur : Jean-Louis LEPIAN

Vu la directive européenne 2009/73/CE du Parlement Européen et du Conseil de l'Union Européenne du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des marchés publics et notamment son article 8-VII-1^o,

Vu le Code de l'énergie et notamment ses articles L441-1 et L441-5,

Vu la loi n°2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation,

Vu la délibération du Syndicat Mixte d'Energie du Département des Bouches-du-Rhône (SMED 13) en date du 26 juin 2014, portant sur « l'adhésion à un groupement de commandes et l'autorisation à lancer et signer les accords-cadres et marchés subséquents »,

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la commune d'adhérer à un groupement de commandes pour l'achat de gaz naturel, de fournitures et de services en matière d'efficacité énergétique pour ses besoins propres,

Considérant qu'en égard à son expérience, le SMED 13 entend assurer le rôle de coordonnateur de ce groupement pour le compte de ses adhérents,


Il est proposé au Conseil de DECIDER :

1. d'accepter les termes de l'acte constitutif du groupement de commandes pour l'achat de gaz naturel, de fournitures et de services en matière d'efficacité énergétique, coordonné par le SMED 13 en application de sa délibération du 26 juin 2014.
2. l'adhésion de la commune à ce groupement de commandes coordonné par le SMED 13.
3. d'accepter la participation financière telle qu'elle est fixée et révisée à l'article 7 de l'acte constitutif.
4. d'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération.

Adoptée à l'unanimité.

La séance est levée à 20h30.

Le secrétaire de séance,
Serge CURNIER



Le Maire,



Jean-Louis LEPIAN